

Département



de la Somme

# RAPPORT D'ENQUETE PUBLIQUE

Demande d'autorisation d'exploiter  
un  
**ATELIER DE GALVANOPLASTIE**  
Sur le territoire de la commune de Nibas

## 2. CONCLUSIONS et AVIS du commissaire enquêteur

Demande déposée  
Par la société  
**DECAYEUX STI**  
À NIBAS



Mai-Juin 2019

# Enquête publique

Numéro E19000040/80

Demande d'autorisation en vue d'exploiter un

**Atelier de galvanoplastie**  
**sur le territoire de la commune de NIBAS**  
présentée par la société DECAYEUX STI

Jean-Pierre LIGNIER

Commissaire Enquêteur

Désigné par la Présidente du Tribunal Administratif d'AMIENS

Décision n° E19000040/80 en date du 11 MARS 2019

Enquête prescrite par arrêté de la Préfète de la Somme en date du 9 AVRIL 2019

# **SOMMAIRE**

## **Conclusions et avis du Commissaire enquêteur**

# CONCLUSIONS ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

L'entreprise DECAYEUX STI dont le siège social est implanté 11 rue de la place à SAUCOURT 80390 a demandé une autorisation d'exploiter un atelier de traitement de surfaces sur le territoire de la commune.

Elle est spécialisée dans la transformation des métaux non ferreux et la fourniture de sous ensembles métalliques dans les domaines de la production de biens d'équipement et du luxe.

L'atelier, qui permettra un regroupement sur un même site de l'ensemble des process concourant à la fabrication des produits développés sera aménagé dans un nouveau bâtiment de 2420 m<sup>2</sup> à construire sur un terrain libre situé à l'intérieur du périmètre des installations actuelles de l'entreprise.

Il abritera des chaînes de traitements des surfaces dans des bains chimiques :

- polissage mécanique ou mécano-chimique
- dégraissage lessiviel, chimique ou électrolytique
- décapage chimique
- passivation

Certains réactifs comme l'acide chlorhydrique, l'acide nitrique, des bains cyanurés, seront utilisés dans les process.

De par sa nature l'installation en cause est soumise au régime de l'autorisation préfectorale au titre des rubriques 2565-1b, 2565-2a, 4110-2a de la nomenclature des installations classées.

J'ai été désigné en qualité de commissaire enquêteur pour conduire l'enquête publique prévue dans ce cas par les textes.

Celle-ci, prescrite par un arrêté de la Préfète de la Somme en date du 9 AVRIL 2019 s'est déroulée du 13 mai au 13 juin 2019 inclus, soit durant 32 jours consécutifs.

À son terme, après avoir analysé l'ensemble de la procédure et des pièces du dossier, avoir constaté l'absence d'observation du public, et avoir mesuré les avantages et inconvénients du projet, j'estime que :

- le dossier soumis à l'enquête est compréhensible, circonstancié et complet,
- l'enquête a été organisée et s'est déroulée conformément à la réglementation, en dehors d'une carence dans les publications par voie de presse,
- toutes les personnes qui le souhaitent ont eu la possibilité de me rencontrer ou de m'écrire, et/ou de formuler des observations dans le registre déposé en mairie ou sur la boîte électronique dédiée sur le site de la préfecture de la Somme,
- la société DECAYEUX SCI, pétitionnaire, a apporté son concours efficace à l'organisation et au déroulement de l'enquête et j'ai pu accomplir les démarches et obtenir toutes informations que je jugeais utiles et nécessaires à l'instruction du dossier.

Par suite, j'estime que je dispose ainsi des éléments me permettant de formuler l'avis qui suit.

## Avis du commissaire enquêteur

Je soussigné Jean-Pierre LIGNIER, commissaire enquêteur désigné par la décision E19000040/80 en date du 11 MARS 2019 de la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens,

### Constatant que :

- les conditions, la préparation et le déroulement de l'enquête publique portant sur la demande déposée en préfecture de la Somme par la société DECAYEUX STI dans le but d'obtenir l'autorisation d'exploiter un atelier de traitement de surfaces sur le territoire de la commune de SAUCOURT dans le département de la Somme ont globalement respecté la législation et la réglementation en vigueur,
- les affichages et publicités légales dans la commune de SAUCOURT ainsi que sur le lieu de réalisation du projet ont été effectifs et conformes,
- la publicité légale dans la presse n'a pas respecté la règle fixée par l'article R.123-14 du code de l'environnement puisqu'un seul journal a diffusé l'avis (à deux reprises) au lieu des deux journaux prévus par le texte. Je ne puis me prononcer catégoriquement sur l'impact de cette situation sur le niveau d'information de la population, mais je suis enclin à penser qu'il a été faible en raison de la proximité de l'usine avec les habitants qui ne peuvent ignorer le projet (beaucoup y travaillent ou connaissent des personnes qui y travaillent),
- à la date de rédaction du présent rapport les attestations d'affichage dans les communes limitrophes n'étaient pas toutes parvenues en préfecture de la Somme,
- cette enquête s'est déroulée du 13 mai au 13 juin 2019 inclus, soit durant 32 jours consécutifs suite à l'arrêté du Préfet de la Somme en date du 9 avril 2019,
- le dossier d'enquête répond aux exigences réglementaires ; il est compréhensible, circonstancié et complet,
- la procédure est réputée avoir permis à chacun de prendre connaissance du dossier et/ou de rencontrer le commissaire enquêteur, de formuler ses observations et de consulter les observations déposées, y compris sur la boîte électronique dédiée de la préfecture de la Somme
- les permanences prévues par l'arrêté susvisé se sont tenues dans des conditions correctes
- le registre déposé dans la mairie a été arrêté par mes soins et je l'ai pris en charge,
- aucune observation n'a été déposée dans le registre ni sur la boîte électronique dédiée et aucun courrier ne m'est parvenu,

- j'ai dressé un procès verbal de cette situation et une copie en a été remise au responsable de la société DECAYEUX STI,

- la non participation du public ne me semble pas résulter d'une information insuffisante de la population mais du constat que le projet ne soulève aucune contestation car il s'inscrit dans l'esprit du développement économique local et de la société,

Et d'autre part estimant que :

- le projet s'appuie sur une volonté de rationaliser la production et d'améliorer la réactivité de l'entreprise afin de faire face aux impératifs de la demande, notamment dans le domaine du luxe,

- son implantation dans le périmètre actuel de l'usine est légitime,

- il prend en compte explicitement la problématique environnementale ; ses éventuelles conséquences négatives sont négligeables,

- il n'entraîne aucune consommation d'espace agricole,

- il ne présente aucune incompatibilité avec les documents d'urbanisme ou avec les plans et programmes applicables localement,

- les impacts sur le trafic routier, la population, le patrimoine, les paysages sont quasi inexistantes,

- les procédés mis en œuvre entraîneront la manipulation de produits toxiques mais leur description, ainsi que celle des mesures de sécurité et de prévention ne laissent pas planer de doute sur le caractère entièrement maîtrisé des risques sanitaires encourus par les intérêts proches et les personnels, sous réserve que la formation de ces derniers soit solide,

- aucune observation ou proposition du public ne le remet en cause,

- la MRAe n'a pas fourni d'avis

... je formule l'avis suivant :

***J'émet un avis favorable***

***sur la demande déposée par la société DECAYEUX STI dans le but d'obtenir l'autorisation d'exploiter un atelier de traitement des surfaces sur le territoire de la commune de SAUCOURT dans le département de la Somme.***

A Neufmoulin, le 20 juin 2019  
Jean-Pierre LIGNIER

